Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Finistère
****
Téléphone : 02.98.80.59.12
fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr
SITE WEB LOCAL: http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/

LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE EN PIRE….
C'EST MAINTENANT ! !

Pendant l'été et par voie de presse, nous avons été informés du contenu des lettres plafonds, adressées par le Premier Ministre aux différents membres du gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances 2013.

Trop longtemps mis à contribution parce qu'exemplaire, le ministère de l'économie et des finances est, cette fois, catalogué dans les ministères « non prioritaires » et, à ce titre, pourrait se voir infliger la suppression de 2500 emplois.

Force Ouvrière qui, rappelons-le, n'a pas appelé à voter pour l'un ou contre l'autre en mai dernier, est une fois de plus confortée dans sa position d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques quels qu'ils soient.

Après plus de 20 000 suppressions d'emplois subies ces dix dernières années au sein des services du Ministère, ces nouvelles coupes sombres prévisibles sont totalement inacceptables !

Si ce scénario se confirme, aucune direction ne sera épargnée, avec des fermetures de sites, des restructurations de services et des redéploiements de personnels et les conséquences sociales et humaines que l'on sait.

Ces nouvelles suppressions viendraient s'ajouter aux 30401 postes de fonctionnaires supprimés en 2012, 34 000 en 2011, 33500 en 2010, 30627 en 2009, 22700 en 2008 soient près de 152 000 emplois supprimés sur une période de 5 ans dans la Fonction Publique d'Etat.

Cette hémorragie d'emplois se double désormais de restrictions budgétaires qui remettent en cause le fonctionnement même, des postes et services qui sont financièrement asphyxiés.

L'accumulation des réorganisations, des restructurations, les applications informatiques déployées sans être stabilisées épuisent les personnels et participent largement au stress et au découragement de nombreux collègues.

C'est pourquoi F.O.-DGFiP 29 revendique :

- **L'ARRET DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS,**
- **L'ABROGATION DU JOUR DE CARENCE,**
- **L'AUGMENTATION DES REMUNERATIONS,**
- **L'ACCES AUTOMATIQUE AU GRADE D'AAP1 8EME ECHELON,**
- **L'EXTENSION A TOUS DU DROIT AU RETOUR ET DEUX VERITABLES MOUVEMENTS ANNUELS DE MUTATION,**
- **LE MAINTIEN ET LE RENFORCEMENT DE TOUTES LES MISSIONS EXERCEES PAR LA DGFIP,**
- **L'ATTRIBUTION DES MOYENS NECESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DES SERVICES,**
- **LE RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS SUR LE PLAN DE QUALIFICATION 2012-2014.**

FUSION DES SECTEURS DANS LES SIP…
UNE FAUSSE BONNE IDEE ! !

Lors de l'audience qu'il a accordée aux représentants syndicaux de la DGFIP le 5 septembre dernier, Bruno BEZARD, nouveau Directeur Général, n'a donné aucune réponse susceptible de lever les inquiétudes des personnels et de donner satisfaction à leurs légitimes revendications.

Il a cependant proposé un Comité Technique de Réseau, le 25 septembre, censé dresser un état des lieux des services de la DGFIP alors qu'à **FO DGFIP** nous réclamions un bilan contradictoire de la fusion, réforme emblématique de la RGPP.

Avant l'ouverture d'une réflexion stratégique sur l'avenir des missions, il a affiché son pragmatisme à poursuivre les expérimentations en cours…

Lors des Comités Techniques qui se sont déroulés dans le Finistère au cours du 1er semestre 2012, la Direction départementale n'avait jamais caché ses projets sur d'éventuelles « réorganisations » à venir dans le pôle fiscal, avec notamment la généralisation du CSP à distance actée lors du CTL du 27 avril et la fusion envisagée des secteurs d'assiette dans les SIP de Brest et Quimper.

Considérant qu'il est sans doute plus facile de gérer la pénurie de personnel en diminuant le nombre des secteurs pour y répartir la charge de travail, l'Administration a une fois de plus recours à la bonne vieille recette des fusions/restructurations censée améliorer la performance des services.

Pour **FO DGFIP,** cette solution est une fausse bonne idée et les personnels ne sont pas dupes d'une réorganisation qui leur est présentée comme susceptible de les soulager mais qui au final donnera des arguments à l'administration pour impacter les probables futures suppressions de postes.

Ces projets sont d'ailleurs à rapprocher de ceux menés dans la filière gestion publique lorsque l'Administration propose la fermeture de certaines petites Trésoreries en expliquant qu'elles se font pour le bien des agents, compte tenu d'un seuil critique de viabilité de ces structures après des années de ponctions d'effectifs..

Pour FO DGFIP, les agents de la DGFIP ont comme revendication essentielle d'obtenir les emplois nécessaires à l'accomplissement de leurs missions ! !

Les services de la DGFIP tiennent, grâce à la conscience professionnelle des agents, mais à n'en pas douter, les limites sont atteintes voire dépassées et pour **FO DGFIP** ces réorganisations de fortune ne peuvent que contribuer à aggraver les pertes de repères des agents pris en tenaille entre le souci de faire du travail de qualité et la pression de la charge de travail qui ne cesse d'augmenter.

Afin que le dialogue social puisse s'exercer normalement sur un sujet qui touche à la réorganisation des services, **FO DGFIP** demande, d'ores et déjà à l'Administration, de convoquer un Comité technique local au sein duquel nous défendrons, avec nos experts, les légitimes revendications des agents.

Pour F.O.-DGFiP, LA MOBILISATION..

C'EST MAINTENANT ! !